

Le Roi du Maroc tend la main à l'Algérie

Dr Charles Saint-Prot

*Directeur général
de l'Observatoire d'Etudes Géopolitiques de Paris*

La résolution 2440 adoptée, le 31 octobre 2018, par le Conseil de sécurité des Nations unies à propos du conflit sur le Sahara marocain comporte plusieurs volets ; la reconduction du mandat de la MINURSO, l'exigence que les milices séparatistes pro-algériennes ne retournent pas dans la zone tampon de Guergarate et de ne transfèrent aucune structure dans le territoire du Sahara Marocain, et l'annonce de la réunion à Genève de négociateurs du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie et du groupe Polisario. Bien sûr ce dernier point est historique dans la mesure où la communauté internationale demande, pour la première fois, que l'Algérie prenne part à la réunion qui aura lieu sur la question les 5 et 6 décembre 2018 à Genève.

Ainsi le Conseil de sécurité admet-il enfin la responsabilité d'Alger dans ce conflit. En effet, il faut être clair, le groupuscule séparatiste du Polisario n'est qu'une marionnette du régime algérien et la Mauritanie n'a été ajoutée au processus qu'à titre de faire-valoir. C'est bien l'Algérie qui est en cause dans la poursuite d'un conflit artificiel nuisant aux peuples de la région et compromettant la nécessaire coopération entre les Etats du Maghreb pour relever les défis du XXI^e siècle.

C'est donc dans le contexte de la résolution onusienne et en préalable à la table ronde de Genève que le Roi Mohammed VI a prononcé un important discours pour le 43^e anniversaire de la Marche Verte qui a permis la récupération des provinces du sud par le Maroc.

Un contrat d'avenir

Après avoir rappelé que le Maroc est fermement attaché à défendre son intégrité territoriale, le Souverain a tendu la main à Alger et proposé un dialogue « direct et franc » pour mettre « fin à l'état de division et de discorde » qui sévit au Maghreb du fait du conflit sur le Sahara marocain. Le Souverain a proposé la création d'un "mécanisme politique conjoint de dialogue et de concertation » dans l'esprit de l'engagement du Maroc à « œuvrer main dans la main avec nos frères en Algérie ». Il s'agit donc de trouver entre les deux pays une solution politique durable s'inscrivant dans le cadre de l'initiative d'autonomie proposée par le Maroc car, tout le monde sait, que ce plan est la seule solution politique pour mettre un terme au conflit.

Mais dans son appel à Alger, le Roi Mohammed VI va plus loin, il propose d'examiner toutes les questions avec franchise et bonne foi pour valoriser les potentialités de développement de la région maghrébine et coopérer pleinement dans la lutte contre le terrorisme et pour la stabilité dans la région. C'est donc un véritable contrat d'avenir que le Roi propose à Alger, faisant montre, une fois de plus, de son sens visionnaire et de son souci constant de promouvoir le développement de son peuple et des peuples amis.

La balle est dans le camp algérien

L'Histoire retiendra que le Maroc, dirigé par un Roi responsable et clairvoyant, ne cesse de proposer des solutions pragmatiques dans la perspective de faire de la région une

zone de paix. Désormais, Alger est au pied du mur et ne peut plus se dérober. De fait il est temps que l'Algérie assume son rôle dans les négociations, à la hauteur de celui qu'elle joue dans le conflit qu'elle a créé. Cela implique naturellement qu'Alger envoie à Genève des négociateurs dont le niveau de représentation sera à la hauteur. Sachant qu'un référendum d'autodétermination n'est pas à l'ordre du jour car ce projet irréaliste est mort et enterré depuis longtemps, depuis que le Maroc a récupéré ses provinces sahariennes en 1975 et 1979, des pourparlers sérieux ne peuvent que s'inscrire dans le cadre du Plan d'autonomie proposé par le Maroc qui est la seule solution crédible et réaliste, comme l'a rappelé l'ambassadeur de France à l'ONU, et comme le sait l'immense majorité de la communauté internationale

Il reste le fait majeur que pour faire la paix il faut être deux. Alors qu'il y existe à Rabat la volonté de tourner la page et d'aller vers l'avenir de la part d'une direction ferme et assurée défendant un projet positif, il faudrait à Alger un pouvoir fort et courageux renouer avec le voisin marocain des relations normales en mettant fin à l'aventure séparatiste. C'est peut-être ce qui manque le plus en Algérie. C'est pourquoi, la communauté internationale a désormais le devoir de prendre ses responsabilités et faire sur Alger les pressions qui s'imposent.